

Économistes en Chef de Gouvernement (CEoG) :

Bilan de l'année 2025

Publié en décembre 2025

CONTENU

Points saillants du CEoG en 2025 04

- Financer les économies africaines de l'intérieur
- Webinaires, Tables rondes, & Forum Annuel

Programme de Bourses (Fellowship) Présidentielles du CEoG 14

Témoignages des économistes en chef de gouvernements 15

Mise à jour du répertoire des membres du CEoG 16

Restez informé(e) des dernières actualités, mises à jour et avancées du réseau en consultant le nouveau site web à l'adresse suivante : www.africaceog.org

Suivez notre page YouTube @ [africaceog](https://www.youtube.com/africaceog)
et notre LinkedIn @ [chief_economists_of_government](https://www.linkedin.com/company/chief_economists_of_government)



Photo: Visite du site de la centrale solaire de Jambur à Banjul, en Gambie, lors du Forum annuel du CEoG 2025

Un message du secrétariat du CEOG

Le présent document offre un aperçu des principales activités menées en 2025 par le réseau des Économistes en chef des gouvernements (CEoG), une initiative dédiée au renforcement de la prise de décision économique fondée sur des données probantes en Afrique.

Tout au long de l'année 2025, le réseau CEOG a mis en œuvre diverses initiatives, notamment des tables rondes sur les politiques publiques, des webinaires, un forum annuel et des programmes de soutien ciblés visant à renforcer les capacités et l'impact des conseillers CEOG. Ces activités ont contribué à promouvoir des approches plus éclairées et collaboratives en matière d'élaboration des politiques économiques sur le continent.

Le Secrétariat du CEOG est heureux de présenter les faits saillants et les réalisations de cette année et vous invite à découvrir les progrès accomplis en 2025. Des informations et des ressources supplémentaires sont disponibles sur le site web du CEOG : africaceog.org



Points saillants du CEoG en 2025



S.E. Mohammed B.S. Jallow, Vice-Président de la Gambie, a ouvert le Forum annuel 2025 du CEoG en soulignant la transition énergétique en Afrique, les progrès et les réformes de l'électrification en Gambie, ainsi que l'importance de la mobilisation des ressources nationales pour le développement durable.

janvier

Mohamed Lamine Doumbouya (Guinée) ancien Conseiller économique du Président de la Guinée et principal contributeur au nouveau livre du CEoG *Financer les économies africaines de l'intérieur*, a été l'invité de BBC Afrique pour une interview concernant le livre du CEoG.

Écoutez ici : <https://www.africaceog.org/knowledge>



En juin 2025, **Hassan Hosow** (Somalie) Conseiller économique en chef du Président et Directeur exécutif du Conseil économique national de la Somalie, a dirigé le lancement de la Vision du Centenaire de la Somalie 2060.





décembre

La table ronde sur les politiques a marqué le lancement de l'ouvrage de référence du Réseau CEoG, *Financer les économies africaines de l'intérieur*, largement salué pour ses mesures concrètes et pratiques centrées sur l'Afrique, en matière de mobilisation des ressources nationales et de transformation économique.

Stella Nteziryayo (Rwanda) et **Batane Walter Matekane** (Botswana) se sont rencontrés lors du Caucus africain 2025 à Bangui.



Lors d'une mission en Zambie de la délégation de Madagascar — incluant **Dimby Rakoto** (Madagascar) une rencontre a eu lieu avec **Pamela Nakamba** (Zambia)



Minko Mi Mbele T Manace (Gabon) a dirigé et modéré une session sur le financement et le développement au Gabon avec les Nations Unies.

Financer les économies africaines de l'intérieur.

L'ouvrage « *Financer les économies africaines de l'intérieur* » présente une analyse convaincante et axée sur les solutions, faisant de la mobilisation des ressources nationales la pierre angulaire du développement durable de l'Afrique. Fondé sur la conviction qu'un progrès durable doit être impulsé de l'intérieur, ce livre examine le rôle crucial du secteur privé tout en identifiant les contraintes structurelles, financières et de gouvernance qui ont freiné une transformation économique plus profonde. Grâce à une analyse rigoureuse et à des études de cas pratiques – telles que la progression graduelle de Maurice vers l'autonomie financière et les réformes fiscales numériques du Rwanda – il démontre comment la cohérence des politiques, la réforme institutionnelle et la numérisation peuvent accroître la marge de manœuvre budgétaire, renforcer la responsabilité et stimuler la croissance à long terme, même face à des défis mondiaux comme l'évasion fiscale et les négociations fiscales inévitables.

Au-delà de sa rigueur analytique, cet ouvrage se distingue par son ton percutant et sa pertinence pour l'élaboration des politiques publiques. Rédigé par des conseillers économiques en chef auprès de chefs d'État africains, il s'appuie sur une expérience concrète acquise au plus haut niveau de la prise de décision économique et remet en question les paradigmes de développement obsolètes qui accordent une importance excessive au financement extérieur. Première publication d'une série initiée par les économistes en chef de gouvernement (CEoG), il souligne l'importance d'une réflexion menée par des experts africains et de l'apprentissage mutuel entre pairs pour l'élaboration de politiques efficaces. En définitive, ce livre est un appel à l'action, exhortant les décideurs politiques et les parties prenantes à renforcer les institutions, à mobiliser les capitaux nationaux et à tracer une voie de développement fondée sur les ressources, le leadership et les priorités propres à l'Afrique.



Webinaire: L'économie et la politique du contrat social en Afrique

Le CEoG a lancé sa série de webinaires 2025 en février avec une présentation de Ken Opalo, de l'Université de Georgetown, sur *l'économie et la politique du contrat social en Afrique*. Ce webinaire visait à examiner comment les pressions économiques et les dynamiques politiques actuelles remodelent les relations entre l'État et les citoyens et à alimenter le dialogue politique sur le renforcement de contrats sociaux inclusifs et durables sur tout le continent.

La session a souligné que le contrat social en Afrique est soumis à des pressions croissantes, en raison de la convergence des pressions démographiques, des attentes publiques grandissantes, des difficultés économiques et des capacités limitées de l'État. Les gouvernements disposent de moins de marge de manœuvre pour faire face aux crises qu'au cours des décennies précédentes, ce qui alimente le mécontentement quant à la prestation des services et creuse l'écart entre les besoins des citoyens et les performances gouvernementales. Parmi les principaux défis figurent la croissance démographique rapide, qui devrait atteindre 3 milliards d'habitants, les lacunes en matière de gouvernance amplifiées par les réseaux sociaux, la dépendance à l'égard des cadres de développement externes et les occasions manquées qui ont freiné l'industrialisation.

Le webinaire a mis l'accent sur les voies de

réforme axées sur la création délibérée d'emplois, le renforcement des investissements nationaux, l'amélioration de la communication politique et l'ancrage du développement dans des institutions locales solides. Les conseillers ont souligné que les gouvernements africains doivent créer un environnement plus favorable aux entreprises nationales, renforcer l'intégration de secteurs clés comme l'exploitation minière et adopter des politiques qui tiennent compte du contexte historique et culturel du continent. Les discussions sur la gouvernance ont mis en évidence que la démocratie seule ne peut garantir le progrès sans institutions compétentes, stratégie à long terme et formes de gouvernance structurées et productives. La crise au Sahel a été citée comme un exemple des risques d'instabilité liés à la fragilité des contrats sociaux et au chômage des jeunes.

Dans l'ensemble, les échanges ont souligné que l'Afrique se trouve à un moment critique : malgré des signes de résilience, la pauvreté reste élevée et les progrès sur le continent sont inégaux. Un leadership audacieux, des programmes de développement nationaux cohérents et des mesures politiques décisives sont essentiels pour rétablir la confiance et permettre une transformation économique durable.

Regardez la présentation [ici](#).



CEoG
CENTRE DES ÉCONOMISTES
DU CHEF DE GOUVERNEMENT

GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE

L'économie et la politique du
contrat social en Afrique

Webinaire CEoG

MARCH 25 FÉVRIER 2025
9H00 EST (WASHINGTON D.C.)
14H00 GMT (DAKAR)
15H00 WAT (KINSHASA)
17H00 EAT (NAIROBI)

Rejoignez-nous pour une discussion avec
[Ken Opalo](#)

25 FÉVRIER

Maitre de conférences à l'École de service diplomatique de l'Université de Georgetown,
Chercheur non résident au Centre pour le développement mondial,
et Chercheur au Département d'économie de l'Université de Stellenbosch

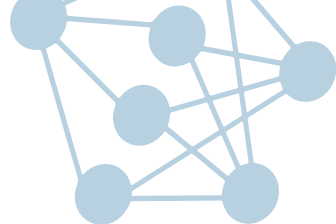


Table ronde politique: S'adapter au changement : la réponse de l'Afrique aux réductions de l'aide

En réponse aux récentes réductions de l'aide et de l'assistance internationale au développement, le réseau a organisé une table ronde politique au cours de laquelle des conseillers ont examiné comment leurs pays s'adaptent à la diminution des flux d'aide. Cette session a permis de dresser un panorama analytique des implications macroéconomiques et d'explorer des options politiques pour renforcer la résilience, la mobilisation des ressources nationales et la croissance durable dans ce contexte de paysage financier en mutation.

La table ronde qui s'est tenue le 18 mars 2025 a mis en évidence les graves conséquences des récentes réductions de l'aide internationale sur les économies africaines, en particulier dans le secteur de la santé. Suite aux coupes budgétaires importantes opérées par des donateurs tels que l'USAID et le FCDO, 95 % des pays participants ont signalé des perturbations dans les programmes de santé essentiels, notamment le traitement du paludisme et les services de lutte contre le VIH/ SIDA, en raison de la diminution des financements alloués aux médicaments antirétroviraux, au conseil et aux systèmes de santé communautaires. Des pays comme l'Eswatini, le Nigeria et le Botswana ont fait état de risques immédiats pour les chaînes d'approvisionnement en médicaments et les infrastructures de santé, tandis que l'Angola et Madagascar ont constaté des répercussions plus larges sur leurs systèmes de santé en raison de la baisse des contributions aux institutions multilatérales. Au-delà du secteur de la santé, les changements dans les priorités géopolitiques des donateurs, accélérés par le conflit en Ukraine,

ont également affecté des initiatives de développement plus vastes, comme en témoigne le retrait du financement américain du Partenariat pour une transition énergétique juste en Afrique du Sud.

En réponse à cette situation, les gouvernements adoptent des stratégies visant à renforcer l'autonomie économique, notamment par l'amélioration de la collecte des impôts, la restructuration budgétaire, la coordination régionale et une plus grande attention portée à la production locale à valeur ajoutée. Les conseillers ont souligné que les recettes d'exportation de l'Afrique dépassent largement le montant total de l'aide au développement, ce qui met en évidence le potentiel du continent à réduire sa dépendance aux financements extérieurs grâce à la transformation industrielle et au renforcement des échanges intra-africains. Les principales recommandations ont insisté sur l'expansion de la production manufacturière locale, la mobilisation des financements du secteur privé et l'approfondissement de la coopération continentale pour renforcer la résilience. Andrew Dabalen a réaffirmé la nécessité pour l'Afrique de financer ses secteurs essentiels par ses propres moyens et a proposé la création de corridors d'investissement régionaux pour accélérer l'intégration commerciale. La table ronde s'est conclue par un appel unanime aux nations africaines à prioriser la mobilisation des ressources nationales, à investir dans les industries locales et à adopter des stratégies coordonnées pour orienter le continent vers une autonomie économique à long terme et une réduction de la dépendance à l'aide extérieure.

Webinaire: Africa Pulse

Améliorer la gouvernance et répondre aux besoins des populations en Afrique

Africa's Pulse est une publication semestrielle du Bureau de l'économiste en chef de la Banque mondiale pour la région Afrique. Elle analyse les perspectives économiques à court terme du continent et les défis actuels en matière de développement, et aborde également un thème de développement spécifique.

Lors de la présentation de l'édition de printemps d'Africa's Pulse, Andrew Dabalen a souligné des perspectives économiques prudemment optimistes pour le continent, avec une croissance projetée à 4,3 % au cours des trois prochaines années, principalement portée par la consommation privée et l'expansion du secteur des services. Cependant, cette reprise reste inégale, car les grandes économies comme le Nigéria, l'Afrique du Sud et l'Angola continuent d'afficher des performances insuffisantes. Les pressions budgétaires persistent dans de

nombreux pays en raison de l'augmentation des paiements d'intérêts, de l'accès limité aux financements extérieurs et de la baisse de l'aide au développement, autant de facteurs qui accentuent les vulnérabilités créées par les chocs climatiques, les conflits et les incertitudes des marchés mondiaux. La frustration de la population – alimentée par la stagnation des revenus, l'inflation, les défaillances des services publics et les flux financiers illicites qui absorbent près de 20 % des recettes fiscales – demeure une préoccupation majeure. Les déséquilibres commerciaux, la faiblesse de l'environnement des affaires et l'accès restreint aux capitaux locaux limitent davantage le potentiel économique.

Les conseillers ont souligné la nécessité d'une gouvernance renforcée, d'un allègement de la dette, de marchés de capitaux régionaux plus développés et d'une meilleure maîtrise des ressources naturelles pour stimuler la croissance. En réponse, Andrew a insisté sur le fait que l'Afrique devait croître plus rapidement pour réduire significativement la pauvreté et renforcer sa résilience, appelant à investir dans les infrastructures, la productivité agricole, le commerce intra-africain et une gestion transparente des finances publiques. Parmi les principales conclusions, on peut citer la nécessité de repenser les stratégies de financement face à la diminution de l'aide, d'adopter des politiques adaptatives pour gérer les risques liés au climat et aux conflits, d'améliorer la compétitivité commerciale et de s'attaquer aux causes structurelles du mécontentement public. Globalement, le renforcement des institutions, la mobilisation des capitaux locaux et la promotion de l'intégration régionale ont été identifiés comme des voies essentielles vers un avenir économique plus inclusif et durable pour le continent.

Regardez la présentation [ici](#).



THIS REPORT WAS PRODUCED BY THE OFFICE OF
THE CHIEF ECONOMIST FOR THE AFRICA REGION

 WORLD BANK GROUP

Forum annuel du CEoG Banjul, Gambie

Le Forum annuel du CEoG 2025, qui s'est tenu à Banjul, a réuni des conseillers économiques, des décideurs politiques et des partenaires au développement pour discuter de l'avenir énergétique de l'Afrique sous le thème « Alimenter l'avenir de l'Afrique : accès à l'énergie et options de financement ». Des intervenants de haut niveau, parmi lesquels le vice-président de la Gambie, de hauts responsables de la Banque mondiale et l'ambassadeur d'Allemagne en Gambie, ont souligné le besoin urgent du continent en énergie fiable et abordable, indispensable à sa transformation économique. Les progrès réalisés par la Gambie en matière d'électrification et de réformes budgétaires ont été mis en avant comme un exemple d'engagement national, tandis que les participants ont souligné l'importance de la collaboration régionale et de l'apprentissage mutuel au sein du réseau CEoG pour renforcer l'élaboration des politiques, la mobilisation des investissements et la mise en œuvre des réformes à travers l'Afrique.

Les sessions techniques ont permis d'élaborer un ensemble clair de recommandations stratégiques pour garantir l'accès universel à l'énergie. Parmi les messages clés figuraient la nécessité de stratégies d'électrification qui privilégient les usages productifs, assurent la viabilité financière et améliorent la gouvernance des services publics. Les participants ont souligné que l'expansion du secteur énergétique doit s'accompagner de fiabilité, de tarifs reflétant les coûts et de procédures d'approvisionnement concurrentielles, soutenues par un financement diversifié, allant des capitaux privés aux marchés du carbone, et fondées sur la transparence et des institutions solides. Les discussions sur l'économie politique ont mis en évidence que des réformes durables exigent de protéger les entreprises de services publics des ingérences politiques, de supprimer progressivement les subventions mal ciblées, de renforcer les cadres réglementaires et de planifier stratégiquement les réformes au moment où le capital politique est le plus important.



Photo: Groupe des participants au Forum annuel du CEoG 2025 à Banjul, en Gambie

Webinaire: Business of the State (BOS)/ Les affaires de l'État – Comment mettre en œuvre un programme ambitieux

En septembre, le réseau a accueilli Mary Hallward-Driemeier de l'Université de Georgetown pour un webinaire consacré au rôle des entreprises publiques en Afrique et dans d'autres économies émergentes. Cette session a examiné la prévalence des entreprises publiques en Afrique et dans d'autres économies émergentes et a évalué leurs implications pour le développement du secteur privé. Elle a fourni une perspective fondée sur des données probantes sur la manière dont la participation de l'État dans les entreprises influence la concurrence sur le marché, l'investissement et la croissance économique à long terme.

S'appuyant sur la nouvelle base de données BOS de la Banque mondiale, qui couvre 76 000 entreprises dans 91 pays, elle a démontré que la propriété étatique s'étend désormais bien au-delà des entreprises publiques traditionnelles pour inclure les fonds souverains, les participations minoritaires et les modèles hybrides, ce qui a entraîné un quadruplement de l'empreinte de l'État dans de nombreuses économies. Les données indiquent que si les entreprises publiques maintiennent souvent l'emploi, elles affichent généralement des performances inférieures en termes de productivité, sont soumises à une concurrence moins forte et contribuent à une moindre entrée de nouveaux acteurs sur le marché et à une concentration accrue. Les traitements préférentiels, les distorsions réglementaires et la faiblesse de la gouvernance, notamment le manque de clarté des responsabilités, l'ingérence politique et le manque de transparence, nuisent davantage au dynamisme du secteur privé. Néanmoins, les performances varient et, dans certains cas, les entreprises publiques surpassent leurs homologues privées, ce qui souligne que les résultats dépendent fortement du cadre de gouvernance en vigueur.

La discussion a souligné la nécessité d'une approche de réforme nuancée qui tienne compte

des rôles stratégiques et sociaux des entreprises publiques. Les conseillers ont insisté sur le fait que la propriété publique persiste souvent pour des raisons de sécurité et de stratégie à long terme, même lorsque les performances commerciales sont insuffisantes. Une réforme réussie exige de cartographier la présence de l'État sur les marchés, d'appliquer le principe de subsidiarité pour déterminer les secteurs où le secteur privé peut intervenir efficacement, de garantir une neutralité concurrentielle et de renforcer la gouvernance afin d'imposer des contraintes budgétaires strictes. Les participants ont également relevé les contraintes majeures auxquelles sont confrontées les PME, telles que l'accès au financement, la fiscalité et l'accès au foncier, contraintes exacerbées par des marchés dominés par les entreprises publiques. Si la privatisation seule n'est ni une solution universelle ni suffisante, des transitions bien conçues peuvent élargir la participation des citoyens aux marchés financiers et favoriser la création de richesse. En résumé, le message central était clair : la transparence, une gouvernance saine et des réformes adaptées au contexte sont essentielles pour garantir que l'intervention de l'État soutienne, plutôt qu'elle ne freine, la croissance et la compétitivité du secteur privé.



The poster for the CEOG webinar features a blue background with a stylized globe graphic. At the top left is the CEOG logo (Centre for Economic Outlook and Governance) and at the top right is the logo of the World Bank Group. The title 'Webinaire du CEOG' is prominently displayed, followed by the subtitle 'Entreprises publiques: comment atteindre des objectifs ambitieux'. Below this, a line of text states: 'Ce webinaire portera sur le rôle que jouent les entreprises publiques dans le développement du secteur privé en Afrique'. The date and time are listed as 'Mercredi 17 septembre 2025, 9 H 00 EST (WASHINGTON D.C.), 13H00 GMT (DAKAR), 14H00 WAT (KINSHASA), 16H00 EAT (NAIROBI)'. A circular portrait of Mary Hallward-Driemeier is shown, with the text 'avec l'invitée, Mary Hallward-Driemeier' below it. At the bottom, a detailed bio of Mary Hallward-Driemeier is provided, mentioning her role as a professor of international economics at Georgetown University and her work with the World Bank.

CEOG
CENTRE FOR ECONOMIC OUTLOOK AND GOVERNANCE

Webinaire du CEOG

Entreprises publiques: comment atteindre des objectifs ambitieux

Ce webinaire portera sur le rôle que jouent les entreprises publiques dans le développement du secteur privé en Afrique

Mercredi 17 septembre 2025
9 H 00 EST (WASHINGTON D.C.)
13H00 GMT (DAKAR)
14H00 WAT (KINSHASA)
16H00 EAT (NAIROBI)


avec l'invitée,
Mary Hallward-Driemeier

Mary Hallward-Driemeier est professeure de pratique de l'économie internationale à la School of Foreign Service de l'université de Georgetown. Assurément, elle a travaillé pendant plus de 25 ans à la Banque mondiale, où elle a été conseillère économique principale auprès de trois vice-présidents et de deux économistes en chef de la Banque mondiale. Elle a publié de nombreux articles sur les effets du changement technologique sur le développement, les facteurs de productivité des entreprises, les effets distributifs des crises financières et de la corruption, et l'autonomisation économique des femmes. Son dernier ouvrage, coécrit avec d'autres auteurs, s'intitule *The Business of the State* (Les affaires de l'État) et examine 76 000 entreprises dans 91 pays dont plus de 10 % du capital est détenu par l'État. Parmi ses précédents ouvrages, citons *At Your Service? The Promise of Services Led Development* (À votre service ? La promesse d'un développement axé sur les services) et *Trouble in the Making? The Future of Manufacturing-Led Development* (Des troubles en perspective ? L'avenir du développement axé sur l'industrie manufacturière).

Table Ronde: *Financer les économies africaines de l'intérieur*



Lors des assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale de 2025 à Washington, le réseau CEoG a organisé une table ronde de haut niveau sur le financement des économies africaines par des ressources internes. Cet événement, basé sur le premier rapport politique du CEoG intitulé « Financer les économies africaines par des ressources internes », a réuni des conseillers économiques en chef actuels et anciens de chefs de gouvernement d'Afrique subsaharienne, ainsi que des partenaires de développement et des experts invités. Les discussions ont porté sur des options politiques concrètes pour renforcer la mobilisation des recettes intérieures – un domaine de plus en plus prioritaire face au resserrement des conditions financières mondiales et à l'augmentation des besoins de développement. Les participants ont examiné les défis communs auxquels sont confrontés les gouvernements africains, ainsi que les approches novatrices que certains pays expérimentent pour élargir leur marge de manœuvre budgétaire.

S'inspirant des enseignements tirés de l'ouvrage « *Financer les économies africaines de l'intérieur* », cet événement a mis en lumière les stratégies émergentes que les gouvernements africains mettent en œuvre pour accroître leurs recettes, améliorer l'administration fiscale et mobiliser plus efficacement les financements nationaux afin de soutenir les priorités de développement. En tant que réseau hébergé par le fonds fiduciaire multidonateurs Think Africa Partnership, le CEoG a profité de cette occasion pour renforcer son rôle de plateforme d'apprentissage mutuel entre les conseillers économiques en chef et pour promouvoir un dialogue politique fondé sur des données probantes, à un moment où la mobilisation des ressources nationales reste essentielle à la résilience économique et à la croissance à long terme de l'Afrique.

Webinar: Africa Pulse

Voies d'accès à la création d'emplois en Afrique

En novembre, le CEOG a reçu une présentation détaillée d'Andrew Dabalen sur l'édition d'automne de « Africa's Pulse ».

Cette présentation a mis en évidence la résilience et la fragilité des perspectives économiques de l'Afrique subsaharienne. Andrew a souligné que, malgré l'incertitude mondiale, la croissance régionale est restée stable, avec des prévisions révisées à la hausse pour 30 des 47 pays et une inflation ramenée à une médiane de 4 %. La faible exposition aux marchés américains et les exemptions tarifaires pour les principales exportations ont contribué à protéger les économies africaines des chocs commerciaux mondiaux. Cependant, la région continue de faire face à des pressions croissantes, notamment l'expiration de l'AGOA, la baisse de l'aide au développement et une forte augmentation de l'endettement, qui touche désormais 23 pays. Andrew a mis en lumière le défi crucial de l'emploi en Afrique : bien que le taux d'activité soit élevé, la plupart des travailleurs sont concentrés dans des secteurs à faible productivité, et seulement 24 % occupent un emploi salarié. La rareté des entreprises de taille moyenne et grande (moins de 5 % de l'ensemble des entreprises) demeure une contrainte structurelle majeure. Son cadre pour la création d'emplois de qualité à grande échelle repose sur trois piliers : des infrastructures et des compétences solides, un environnement des affaires favorable et des institutions performantes, tout en soulignant les lacunes persistantes en matière de fiabilité de l'approvisionnement énergétique, de connectivité, de coûts d'exploitation, d'accès au financement et de capital humain.

Lors de la discussion ouverte, les conseillers ont salué l'analyse, tout en soulignant la difficulté de la traduire en orientations simples et concrètes pour les dirigeants politiques. Ils ont mis en évidence les faiblesses persistantes dans des secteurs tels que l'irrigation, la fragmentation des chaînes de valeur, la faible connectivité numérique et le manque d'accès à des financements abordables ; et ont constaté que les stratégies en faveur des jeunes dans de nombreux pays restent à court terme et insuffisamment transformatrices. Les conseillers ont également insisté sur le fait que la création d'emplois doit impliquer à la fois le gouvernement et le secteur privé et ont plaidé pour une intégration plus poussée des marchés, l'amélioration des cadres réglementaires et une collaboration renforcée avec des institutions telles que la Banque africaine de développement. En réponse à ces préoccupations, Andrew a réaffirmé que la création d'emplois durables repose sur l'expansion des entreprises, soulignant la nécessité d'un approvisionnement en électricité fiable, de marchés ouverts et de la suppression des obstacles à la croissance. Tout en reconnaissant l'importance des programmes à court terme pour les jeunes, il a insisté sur le caractère indispensable des réformes à long terme et du soutien aux entrepreneurs compétents. Andrew a également soutenu l'idée de modèles d'écosystèmes structurés autour de grandes entreprises, mais a mis en garde contre les structures monopolistiques, privilégiant plutôt des conditions équitables qui favorisent la concurrence et stimulent une croissance généralisée de l'emploi.

Regardez la présentation [ici](#).





Webinaire: Investissements directs étrangers et développement en Afrique

Ce dernier webinaire de l'année, co-organisé avec VoxDev, a réuni d'éminents universitaires pour examiner le rôle des entreprises multinationales (EMN) dans le développement et leurs implications pour les investissements directs étrangers (IDE) en Afrique. S'appuyant sur des discussions antérieures sur l'emploi, la session a analysé pourquoi les EMN, bien qu'essentielles à la production, à l'innovation et à la croissance mondiales, restent controversées dans les économies émergentes et en développement. Les présentations ont mis en évidence leur influence macroéconomique, notamment les gains de productivité et la croissance des revenus, ainsi que les préoccupations croissantes concernant les impacts environnementaux, la dépendance aux ressources naturelles et le fossé grandissant entre innovation et production à travers les pays. Les discussions ont souligné que les EMN peuvent à la fois accélérer le développement et exacerber les défis structurels, ce qui en fait un enjeu central des débats politiques actuels.

Le webinaire a également examiné les interactions entre les entreprises multinationales et les entreprises locales, les marchés du travail et les institutions, soulignant que les liens en amont avec les fournisseurs nationaux et l'amélioration des pratiques de gestion peuvent générer des gains de productivité et de salaires significatifs, même si les résultats dépendent fortement de la qualité et de l'application des institutions. Lors de la discussion ouverte, les conseillers ont mis l'accent sur les bénéfices inégaux des investissements directs étrangers (IDE), citant la création d'emplois locaux limitée, le faible transfert de technologies, les coûts environnementaux et les pressions fiscales. Tout en reconnaissant la dépendance persistante aux IDE, les participants ont plaidé pour des politiques de contenu local plus robustes, une meilleure capacité de négociation et un alignement plus étroit entre les activités des entreprises multinationales et les priorités de développement nationales. Les intervenants ont conclu que maximiser l'impact des entreprises multinationales sur le développement exige des investissements soutenus dans le capital humain, les infrastructures et les données, ainsi que des stratégies délibérées pour intégrer plus profondément les entreprises étrangères dans les écosystèmes économiques locaux.

Regardez la présentation [ici](#).

Site du web: www.africaceog.org
LinkedIn: @chief_economists_of_
government



CEoG CHIEF ECONOMISTS OF GOVERNMENT AFRICA
VoxDev
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Webinaire du CEoG
Investissements directs étrangers et développement en Afrique
mardi 9 December 2025
9h00 EST (Washington D.C.)
14h00 GMT (Dakar)
15h00 WAT (Kinshasa)
17h00 EAT (Nairobi)

Rejoignez-nous pour une discussion avec:

Stefania Garetto **Nina Pavcnik** **Natalia Ramondo**

Stefania Garetto (Université de Boston), Natalia Ramondo (Université de Boston) et Nina Pavcnik (Dartmouth College) présenteront les principales conclusions de leur VoxDevLit sur les investissements directs étrangers et le développement. Elles discuteront de l'impact des entreprises multinationales (EMN) sur les revenus et l'innovation au niveau national, des liens entre les multinationales et les entreprises locales dans les pays hôtes, de leurs effets sur l'environnement et le climat, du rôle des multinationales dans les secteurs consacrés à l'extraction des ressources naturelles, ainsi que des répercussions sur les travailleurs, leurs salaires et les normes du travail dans les pays hôtes à faible et moyen revenu.

DÉCEMBRE

Programme de Bourses (Fellowship) Présidentielles du CEOG

En 2025, le réseau a accueilli **Oluwapelumi (Pelumi) Esther Olanubi**, boursière présidentielle du CEOG, originaire du Nigeria. Pelumi est une économiste nigériane spécialisée en macroéconomie, économie internationale et économie du développement, possédant une vaste expérience en recherche politique, conseil et leadership institutionnel. Elle est titulaire d'un PhD en économie de l'Université de Lagos et a bénéficié d'une bourse de thèse de l'AERC. Sa carrière l'a menée à occuper des postes de responsabilité dans le monde universitaire, le conseil et le secteur public, notamment en tant qu'économiste principale chez Financial Derivatives Company. Elle est également chercheuse associée en économie au NESG, boursière en rédaction de demandes de subventions à l'Institut Leaders of Africa et contribue activement à la recherche universitaire et au débat public, s'engageant à accompagner la prochaine génération de penseurs économiques africains.

En tant que boursière présidentielle du CEOG, Pelumi apporte un soutien consultatif de haut niveau en matière technique, analytique et stratégique au membre nigérian du CEOG et au conseiller spécial du président pour les finances et l'économie. Son travail vise à faire progresser le programme de réformes économiques du Nigeria, à renforcer la cohérence des politiques et à intensifier la collaboration avec les parties prenantes au sein du gouvernement et les partenaires de développement. Ses principales responsabilités comprennent la réalisation d'analyses économiques et budgétaires rigoureuses, le soutien à la conception et à la mise en œuvre de stratégies macroéconomiques et budgétaires, la rédaction de notes d'orientation et de notes techniques, la préparation de rapports mensuels sur les performances budgétaires et économiques, la collaboration avec le Département de la recherche économique et de la gestion des politiques, le soutien aux échanges avec les parties prenantes, le suivi des tendances économiques nationales et internationales et l'assistance à la mise en œuvre d'initiatives clés.



Photo: Nouvelle boursière présidentielle
travaillant au Nigeria

Témoignages des économistes en chef de gouvernements

Regardez des interviews récentes de conseillers qui partagent leurs analyses et leur reconnaissance envers le réseau ! Regardez les témoignages [ici](#).



« En tant que Conseiller économique en chef du Président, le réseau CEoG a été pour moi une véritable université. Accueillir le Forum annuel en Gambie a été une excellente occasion de montrer à des hauts responsables gouvernementaux comment l'échange de connaissances apporte une dimension nouvelle et précieuse à notre travail. »

- **Alieu Loum (Gambie)**



« Le Réseau CEoG est extrêmement utile pour le partage d'expériences — en particulier pour apprendre comment d'autres conseillers relèvent les défis et proposent des solutions à leur chef d'Etat (...). Le Forum en Gambie a fourni des idées riches et pratiques sur le financement de l'énergie, qui soutiennent directement mon travail de conseil auprès du Président. »

- **Chancellor Kaferapanjira (Malawi)**



« Rejoindre le réseau CEoG a été une opportunité précieuse pour échanger avec des conseillers venant de tout le continent, et qui font face à des défis et à des processus de prise de décision similaires (...). Les discussions interactives m'ont aidé à développer une compréhension plus globale grâce à l'échange d'idées diverses. »

- **Sanyade Okoli (Nigéria)**



« Grâce aux webinaires du CEoG, j'acquies des connaissances auprès d'autorités de premier plan dans divers domaines (...). Le réseau CEoG m'a permis de mobiliser des financements qui ont soutenu l'élaboration du Programme d'action économique du Premier ministre. »

- **Sifiso G. Mamba (Eswatini)**

Accueil des nouveaux conseillers et hommage aux anciens conseillers du réseau CEOG (2025)

Le secrétariat du CEOG a eu le plaisir d'annoncer l'arrivée de cinq conseillers de renom au sein de notre réseau. Chacun apporte une expertise précieuse, une riche expérience et une perspective nouvelle qui contribueront à faire progresser notre mission commune.

Parallèlement, nous exprimons notre sincère gratitude aux conseillers qui ont terminé leur participation active au réseau du CEOG cette année, que ce soit pour assumer des fonctions d'ambassadeur, de nouvelles responsabilités ou à la fin de leur mandat. Nous leur sommes profondément reconnaissants de leurs contributions inestimables, qui ont considérablement enrichi le développement et l'impact du réseau du CEOG. Leur engagement et leur excellence continuent de renforcer nos efforts collectifs.

Merci du fond du coeur

Au nom de toute l'équipe du CEOG, nous tenons à exprimer notre sincère gratitude aux personnes suivantes, qui ont récemment quitté leurs fonctions de conseillers économiques pour se consacrer à de nouveaux projets. Nous leur sommes profondément reconnaissants pour leur dévouement, leur perspicacité et leur contribution durable au réseau du CEOG.

- *Patrick Payet (Seychelles)*
- *Manace Minko Mi Mbele Tomo (Gabon)*
- *NYEMBWE MUSUNGAIE (RDC)*
- *Dimby Rakoto (Madagascar)*



Photo: Nwembe Musungayi s'exprimant lors du Forum annuel du CEOG de 2025 à Banjul, en Gambie

Bienvenue à bord :

Nous sommes heureux de vous présenter les nouveaux membres du réseau CEOG :

- *Sanyade Okoli (Nigeria)*
- *Chancellor Kaferapanjira (Malawi)*
- *Sali Sanou (Cote d'Ivoire)*
- *Souleimane Adam Torgudi Haroun (Tchad)*
- *Youyou BAENDE BOFOTA (RDC)*

Bienvenue et merci

Dans un revirement de situation intéressant, nous avons eu le privilège d'accueillir Chancellor Kaferapanjira du Malawi au sein du réseau CEOG plus tôt cette année. Bien que son séjour parmi nous ait été bref, puisqu'il a été affecté par son gouvernement à une autre mission nationale en octobre, nous lui sommes reconnaissants de sa participation et admirons profondément son engagement continu au service de son pays. Son dévouement et son leadership illustrent les valeurs que nous partageons au sein de la communauté CEOG.

C'est avec une profonde tristesse que nous vous faisons part du décès d'Abdallah Msa, originaire des Comores, survenu en juin dernier. Abdallah était un membre précieux et respecté du réseau CEOG, et sa disparition est une grande perte pour toute notre communauté. Nous nous souvenons de son dévouement, de sa perspicacité et de son engagement indéfectible au service du public. Nos pensées accompagnent sa famille, ses collègues et tous ceux qui ont eu le privilège de travailler à ses côtés.

**Pour en savoir plus ou pour
exprimer votre
intérêt, veuillez contacter:**

Andrew Dabalén
Économiste en chef pour l'Afrique
adabalén@worldbank.org

Justice Mensah
Chef de programme
jmensah2@worldbank.org

Maximilien Onga-Nana
Secrétariat CEoG
monganana@worldbank.org

Desiree Brahim
Secrétariat CEoG
abrahima@worldbank.org

Juliette Lehner
Secrétariat CEoG
jlehner@worldbank.org

Olumide Lawal
Secrétariat CEoG
olawall@worldbank.org

Celine Apollon
Secrétariat CEoG
capollon@worldbank.org



Restez informé(e) des dernières actualités, mises à jour et avancées du réseau en consultant le nouveau site web à l'adresse suivante : www.africaceog.org

Suivez notre page YouTube @
[africaceog](https://www.youtube.com/africaceog)
et notre LinkedIn @[chief_economists_of_government](https://www.linkedin.com/company/chief-economists-of-government)